

Organisation et discipline communiste - Prémisses du problème

mai 1924

publié dans "Prometeo", n°5 du 15/05/1924 puis dans "Bilan" 05-5 - Mars 1934-----

Les problèmes d'organisation au sein du parti révolutionnaires sont d'une vive actualité après l'importante discussion qui vient d'avoir lieu au sein du parti communiste Russe. En outre, ils jaillissent à nouveau au travers de toute la polémique des communistes contre les autres mouvements qui se réclament du prolétariat ; ils apparaissent enfin dans les débats internes lorsque surgissent des divergences et des crises particulières à notre organisation communiste internationale.

Pour l'essentiel, la question est mal posée, du fait qu'on oppose deux critères qui ont une même base : la dépendance mécanique à un centre ou une majorité démocratique. A l'inverse, la question doit être posée selon la méthode dialectique et historique car, pour nous marxistes, un « principe » qu'il soit centraliste ou démocratique n'a aucune signification en tant que règle préjudicielle dont il faut partir obligatoirement pour résoudre le problème. Dans Rassegna Comunista figure un article traitant du « principe démocratique ». On envisage son application dans l'État aussi bien que dans les organisations syndicales, et politiques, et en démontrant que, pour nous un tel principe n'a aucune consistance en lui-même de sorte qu'il ne représente qu'un mécanisme de démocratie numérique et majoritaire, qui peut être utile d'adopter ou de ne pas adopter, par tel ou tel organisme donné ; selon la situation historique déterminée.

La pensée marxiste implique la critique de la clinquante illusion majoritaire selon laquelle la voie juste ressort toujours de la confrontation entre les chiffres à une votation où chaque individu a le même poids et la même influence. Et cette critique, de la règle majoritaire peut aller jusqu'à son rejet lorsqu'elle s'avère illusoire et ce, non seulement dans la monumentale tromperie de l'État bourgeois parlementaire, mais encore dans le fonctionnement de l'État révolutionnaire. En ce qui concerne les organismes économiques prolétariens et notre Parti, il en est de même sauf à l'appliquer en l'absence d'un système organisationnel meilleur. Nul ne connaît plus que nous, marxistes, l'importance de la fonction d'une minorité organisée, et la nécessité absolue dans les phases de luttes révolutionnaires pour la classe et le Parti qui la conduit, de fonctionner sous la stricte direction des hiérarchies de leur organisation et suivant la plus ferme discipline.

Mais si nous nous sommes ainsi libérés de tout préjugé de caractère égalitaire et démocratique, nous ne tombons pas pour autant dans le préjugé inverse, qui est négation formaliste et métaphysique du principe démocratique. C'est ce que nous écrivions déjà dans la première partie de l'article sur la question nationale [1], sur la méthode à employer pour la solution des grands problèmes du communisme.

Dans la pratique, le mécanisme organisationnel et la règle de fonctionnement interne adoptés par les partis communistes sont pour ainsi dire, une ligne intermédiaire entre le centralisme absolu et la démocratie absolue, c'est ce qui résulte de l'expression même de « centralisme démocratique », utilisée dans les thèses de l'Internationale, comme le camarade Trotsky l'a fort opportunément rappelé dans la fameuse lettre qui a suscité de grandes discussions chez nos camarades russes.

Disons tout de suite que nous ne croyons pas que les problèmes révolutionnaires peuvent trouver leur solution dans les traditionnels principes abstraits de « liberté » ou d' « autorité ». A plus forte raison, ne pouvons nous être satisfaits par l'expédient consistant en une espèce de mixture des deux termes précités, considérés comme éléments fondamentaux que l'on combine diversement entre eux.

Pour nous, la conclusion communiste, dans les problèmes d'organisation et de discipline, doit être plus complète, plus satisfaisante et plus originale. Pour éviter d'entrée tout mal entendu, disons qu'il est bien établi que nous sommes contre tout système d'organisation fédéraliste et autonomiste et que nous acceptons le centralisme avec ce qu'il comporte de synthèse unitaire en opposition à l'association quasi fortuite et « libérale » de forces surgissant d'initiatives indépendantes les plus diverses. Nous préférons depuis longtemps l'expression de « centralisme organique ». Nous donnerons une forme plus systématique aux considérations exposées ici dans les textes que nous avons l'intention de soumettre au 5ème Congrès mondial de l'Internationale. Nous avons déjà abordé ce même problème dans les thèses du 4ème Congrès qui viennent d'être publiées dans « Stato Operaio ».

Voici tout d'abord quelques simples rappels historiques dans le but d'éviter toute solution simpliste du problème, et notamment celle qui veut qu'à tout moment on procède à un vote donnant raison à la majorité, et l'autre qui, à l'inverse donne toujours, raison à la hiérarchie centrale et suprême. Il s'agit de montrer comment, par une voie réelle et dialectique on peut surmonter effectivement des dilemmes souvent pénibles auxquels donnent lieu les solutions de nature disciplinaire.

Rapportons-nous à l'histoire des partis socialistes traditionnels et de la IIe Internationale. Ces partis par le truchement des groupes opportunistes qui en avaient pris la direction, se réfugiaient dans l'ombre des principes bourgeois de démocratie et d'autonomie des différents organes, Mais cela n'empêchait évidemment pas que contre les groupes de gauche réagissant contre les tendances révisionnistes et opportunistes, on utilisait largement l'épouvantail de la discipline à l'égard de la majorité et celui de la discipline à l'égard des chefs. Qui plus est, cela devint l'expédient fondamental par lequel ces partis purent assumer, surtout lors du déclenchement de la guerre mondiale, la fonction - dans laquelle ils dégénérèrent - d'instrument de mobilisation idéologique et politique de la classe ouvrière pour le compte de la bourgeoisie. Les éléments de droite imposèrent une véritable dictature contre laquelle les révolutionnaires durent lutter non parce que les principes immanents de démocratie interne du parti étaient violés, ni parce que le critère de centralisation du parti de classe, revendiqué par la gauche, était mis en question, mais tout simplement parce que dans la réalité concrète, il fallait combattre des forces effectivement anti-prolétariennes et anti-révolutionnaires.

Dès lors se justifiait pleinement dans ces partis la constitution de fraction d'opposition aux groupes dirigeants et l'exercice à leur égard d'une critique impitoyable, pour en arriver enfin à la séparation et à la scission, qui permirent la fondation des Partis communistes actuels.

Il est donc évident que le critère de la discipline pour la discipline est adopté, dans des situations données, par les contre-révolutionnaires et sert d'obstacle à la formation du véritable Parti révolutionnaire de classe.

L'exemple le plus glorieux sur la façon dont il faut mépriser l'influence démagogique de tels sophismes nous est fourni par Lénine, qui fut cent fois attaqué comme désagrégateur, violateur des devoirs envers le parti, mais n'en poursuivit pas moins sa route imperturbablement, et devint avec une parfaite logique le défenseur des sains critères marxistes de centralisation organique dans l'État et dans le Parti de la révolution. A l'inverse, le plus malheureux exemple de l'application formaliste et bureaucratique de la discipline nous a été donné par le vote de Karl Liebknecht qui s'estimait contraint, le 4 août 1914, de voter en faveur des crédits de guerre.

Il est donc certain qu'à certains moments et dans certaines situations, dont la possibilité de se produire et de se reproduire doit être examinée au mieux, l'orientation révolutionnaire est contresignée par la rupture avec la discipline et le centralisme hiérarchique de l'organisation antérieure.

Il n'en va pas différemment dans les organisations syndicales, dont un grand nombre est encore aujourd'hui dirigé par des groupes contre-révolutionnaires. Là aussi les dirigeants manifestent de trop grandes faiblesses pour la démocratie et la liberté bourgeoises, et se rangent parmi ceux qui repoussent avec horreur les thèses communistes sur la violence et la dictature révolutionnaires. Cela n'empêche pas que les communistes, luttant au sein de tels organismes doivent continuellement dénoncer les procédés dictatoriaux des bureaucrates et mandarins de la direction, et la méthode concrète pour essayer de les détrôner est de revendiquer dans les assemblées et dans les votes l'application d'une pratique démocratique. Cela ne veut pas dire que nous devons nous réfugier dans une croyance dogmatique en la démocratie statutaire, car il n'est pas exclu, dans des situations données qu'il faille prendre la direction de tels organismes, même par un coup de force. Le fil conducteur qui nous relie à notre but révolutionnaire ne peut donc jamais se trouver pour nous, dans le respect formel et constant aux chefs officiellement investis, ni dans l'accomplissement indispensable de toutes les formalités d'une consultation électorale. Nous répétons que notre solution doit être trouvée d'après une méthode tout autre et bien supérieure.

Le problème devient plus difficile et plus délicat, lorsque nous passons à l'examen de la vie interne des Partis et de l'Internationale Communiste. Toute une évolution historique nous sépare de la situation qui, au sein de la vieille Internationale, a poussé à la constitution de fractions, qui étaient des partis dans le parti, et détermina la rupture systématique de la discipline pour nous acheminer vers la scission féconde en conséquences révolutionnaires.

Sur un tel problème, notre opinion est qu'on ne peut pas résoudre la question de l'organisation et de la discipline au sein du mouvement communiste si on ne les relie pas étroitement aux questions de théorie, de programme et de tactique.

Nous pouvons nous imaginer un type idéal de parti révolutionnaire comme la limite que nous nous proposons d'atteindre et d'essayer d'en dessiner la constitution interne et la règle de vie. Nous arriverons facilement à la conclusion que, dans un, tel parti, on ne peut admettre des rivalités de fractions et des dissensions entre les organes périphériques et la direction centrale. Mais si nous appliquons purement et simplement ces conclusions à la vie de nos partis et de notre internationale, nous n'auront rien résolu ; non, certes, qu'une telle application intégrale ne soit pas pour nous tous hautement désirable, mais qu'en pratique nous ne nous rapprochons nullement de ce modèle. Ce ne sont pas seulement des exceptions, mais encore les faits qui nous conduisent à considérer que la règle est la division des partis communistes en fractions et les dissensions qui se transforment parfois en conflits entre ces partis et l'Internationale.

Malheureusement, la solution n'est pas facile. Il faut bien reconnaître que l'Internationale ne fonctionne pas encore comme un parti communiste mondial unique. Indubitablement elle est seulement sur la voie pour arriver à ce résultat, et certes elle y a fait des pas de géant, par rapport à la vieille Internationale. Mais pour nous assurer qu'elle se dirige effectivement et de la meilleure façon dans cette direction souhaitée, et pour conformer à cet objectif notre action de communiste, nous devons associer notre confiance dans l'existence et la capacité révolutionnaire de notre glorieuse organisation mondiale, à un travail continu basé sur le contrôle et l'évaluation rationnelle de tout ce qui arrive dans ses rangs et dans ses choix politiques.

Considérer la discipline maxima et parfaite, découlant d'un accord universel allant jusque dans les considérations critiques de tous les problèmes du mouvement, non pas comme un résultat à atteindre

mais comme un moyen infaillible à employer avec une conviction aveugle en disant « tout court » : l'Internationale est le parti communiste mondial, et il n'y a plus qu'à suivre fidèlement tout ce qui émane de ses organismes centraux, c'est pour le moins résoudre le problème avec des sophismes.

Nous devons rappeler, au départ de notre analyse, que les partis communistes sont des organisations à adhésion « volontaire ». C'est un fait inhérent à la nature historique des partis, et nullement la reconnaissance d'un quelconque « principe » ou « modèle ». Le fait est que nous ne pouvons obliger personne à prendre la carte du Parti, nous ne pouvons pas non plus instaurer un système de conscription pour une levée de communistes, ni même exercer une sanction contre celui qui ne se conforme pas à la discipline interne : chacun de nos adhérents est matériellement libre de nous quitter, quand il le croit opportun.

Nous ne voulons pas dire par-là qu'il est désirable ou non qu'il en soit ainsi : le fait est qu'il en est ainsi et qu'il n'y a pas de moyens susceptibles de changer cela. Par conséquent, nous ne pouvons pas adopter la formule, certes riche en beaucoup d'avantages, de l'obéissance absolue dans l'exécution des ordres venus d'en haut.

Les ordres que donnent les hiérarchies centrales, ne sont pas le point de départ, mais le résultat du mouvement tout entier fonctionnant comme une collectivité. Ceci n'est pas dit dans le sens sottement démocratique ou juridique, mais dans le sens réel et historique. En disant cela, nous ne défendons pas un « droit » de la masse des communistes à élaborer les directives auxquelles doivent s'en tenir les dirigeants : nous constatons que la formation d'un parti de classe se pose en ces termes, et c'est pour ces prémisses que nous devons effectuer l'étude du problème.

Ainsi se dessine le schéma des conclusions auxquelles nous tendons. Il n'est pas de discipline mécanique susceptible d'appliquer n'importe quel ordre ou directive : c'est un ensemble cohérent d'ordres et de directives, répondant au but réel du mouvement qui est susceptible de garantir le maximum de discipline, c'est-à-dire une action unitaire de tout l'organisme, en d'autres termes que certaines directives émanant du centre peuvent compromettre la discipline et la solidité organisationnelle, il suffit qu'elles ne soient pas cohérentes.

Il s'agit donc de délimiter la tâche des organes dirigeants. Qui devra le faire ? C'est tout le parti, toute l'organisation, qui doit le faire, non dans le sens banal et parlementaire de son droit d'être consulté sur le « mandat » à conférer aux chefs élus dans les limites de celui-ci mais dans le sens dialectique qui considère la tradition, la préparation, la continuité réelle de pensée et d'action du mouvement. Justement parce que nous sommes anti-démocrates, nous pensons qu'une minorité peut avoir une vision plus conforme aux intérêts du mouvement révolutionnaire que la majorité. Certes, cela n'arrive qu'exceptionnellement et le cas où se présente la rupture de discipline est d'une extrême gravité, comme le montre l'histoire de la vieille Internationale. Et il est certes souhaitable que cela ne se reproduise pas dans nos rangs. Mais, sans envisager ce cas extrême, il y a d'autres situations moins aiguës et moins critiques, on peut considérer comme utile et indispensable que des groupes demandent que soient précisées les directives tracées par le centre dirigeant.

En bref, telle est la base de l'étude de la question. Il faudra affronter le problème en tenant compte de la nature historique réelle du parti de classe, à savoir un organisme qui tend à être l'expression unifiée d'un mouvement vers un but central et commun de toutes luttes prolétariennes particulières, jaillies du terrain social, organisme qui est caractérisé par la nature volontaire des adhésions.

Ainsi se résume notre thèse, et nous croyons être fidèles à la dialectique du marxisme : l'action développée par le parti ainsi que la tactique adoptée, c'est-à-dire la manière dont le Parti agit sur « l'extérieur » ont, à leur tour, des conséquences sur son organisation et sa constitution « interne ». Celui qui, au nom d'une discipline illimitée, prétend engager le parti dans n'importe quelle action tactique ou manœuvre stratégique, autrement dit celui qui engage le parti en dehors des limites bien déterminées et

connues de l'ensemble des militants, le compromet fatalement.

Nous arriverons au maximum désirable d'unité et de solidité dans la discipline, à condition seulement d'affronter le problème sur cette base, et non en prétendant qu'il est déjà résolu a priori grâce à une banale règle d'obéissance mécanique.

Amadeo BORDIGA (mai 1924)